



DOSSIER DE PRESSE

SÉANCE PLÉNIÈRE

05.02.26

SOMMAIRE

- P.03**
Discours liminaire Kévin Faure
- P.04 - 05**
Commission action sociale - Handicap
- P.06 - 07**
Budget primitif 2026 -Grands équilibres budgétaires
- P.08 - 11**
Budget primitif 2026 - Actions sociales
- P.12**
Budget primitif 2026 - Économie et aménagement du territoire
- P.13 - 14**
Budget primitif 2026 - Cadre de vie
- P.15**
Budget primitif 2026 - Moyens généraux
- P.16-17**
Questions écrites

DISCOURS LIMINAIRE DE KÉVIN FAURE

Budget 2026 : Kévin Faure appelle à un Finistère de la protection, de la prévention et de l'avenir

À l'occasion du débat sur le budget départemental 2026, Kévin Faure, président du groupe Finistère et Solidaires (24 élus départementaux), a livré une intervention politique forte, articulée autour d'un fil conducteur clair : la dignité humaine, l'accueil et la responsabilité publique.

Dignité humaine et responsabilité publique

En ouverture, Kévin Faure a tenu à replacer le débat budgétaire dans un contexte plus large, évoquant successivement la répression du peuple iranien, les conséquences durables de la guerre en Ukraine et la situation humanitaire à Gaza. Il a notamment cité le cas de deux jeunes médecins gazaouis, candidats à un visa de travail pour exercer en Bretagne, symbole selon lui d'un double impératif : protéger celles et ceux qui fuient la guerre tout en répondant aux besoins des territoires confrontés aux déserts médicaux.

« Protéger des femmes et des hommes qui fuient la guerre tout en répondant à des besoins majeurs sur nos territoires, c'est aussi cela, la responsabilité publique. »

Un Finistère résilient, porté par l'engagement collectif

Kévin Faure a ensuite dressé le portrait d'un Finistère résilient, confronté ces dernières semaines aux tempêtes et aux inondations, mais capable de tenir grâce à l'engagement des habitants, des élus locaux, des agents publics, des forces de secours et du monde associatif. À quelques semaines des élections municipales, il a salué les 277 maires et les équipes municipales du Finistère, au-delà des clivages politiques, comme piliers de la vitalité démocratique locale.

Une société fragilisée, un socle républicain à consolider

Face à la montée de la défiance envers l'action publique, du populisme et des replis identitaires, le président du groupe Finistère et Solidaires a alerté sur la fragilisation du pacte social. Pour lui, la seule réponse durable réside dans le renforcement du socle

républicain, à travers l'émancipation de la jeunesse, la capacité à accueillir l'autre et le renforcement des solidarités.

Budget 2026 : des choix en décalage avec les besoins

Sur le fond, Kévin Faure a exprimé un désaccord politique clair avec le budget présenté. Selon lui, celui-ci ne répond pas aux enjeux sociaux du département et affaiblit progressivement le filet de protection sociale. Il a pointé notamment :

- la baisse des moyens alloués à l'insertion des jeunes, avec un recul de 200 000 € pour les missions locales ;
 - la diminution du soutien aux CCAS et à plusieurs associations de solidarité ;
 - une politique du chiffre privilégiée sur le RSA ou les délais de la MDPH, au détriment de la qualité de l'accompagnement ;
 - des décisions contradictoires avec les priorités affichées, notamment sur le handicap, la politique de la ville, l'alphabétisation et l'accompagnement des familles.
- « Vous rabotez et détendez le filet de protection sociale année après année. »

Anticiper plutôt que subir

À travers une métaphore forte, Kévin Faure a appelé à préparer les tempêtes de demain plutôt que de râver la façade. Anticiper, selon lui, c'est faire face dès aujourd'hui à l'augmentation des besoins sociaux, au vieillissement de la population, aux fragilités de l'enfance et de la jeunesse, et aux incertitudes budgétaires à venir.

Faute d'investissements suffisants dans la prévention, le coût de l'inaction continuera de peser sur les structures et sur les habitants du Finistère.

Un choix politique assumé

En conclusion, le président de Finistère et Solidaires a posé une alternative nette : un département qui se contente de tenir aujourd'hui ou un département qui se donne réellement les moyens de tenir demain.

« Le Finistère mérite mieux qu'un budget de gestion. Il mérite un budget de protection, de prévention et d'avenir. »

COMMISSION DE L'ACTION SOCIALE

PACE DE PLEYBEN ET ACTION DU DÉPARTEMENT DANS LE DOMAINE DU HANDICAP : BILAN D'ÉTAPE

Interventions : Isabelle MAUGEAIS, Ismaël DUPONT



Vote POUR

de Finistère et Solidaires

MDPH : des délais en baisse, mais vigilance sur la qualité

Isabelle Maugeais revient sur le fonctionnement de la MDPH du Finistère, service essentiel pour les personnes en situation de handicap.

Au-delà de la vitesse : la cohérence et la justesse des décisions

Finistère & Solidaires pose une question centrale : améliorer les délais ne doit pas se faire au détriment de la qualité du service rendu. Deux indicateurs sont mis en avant : la multiplication par 4.7 des dossiers déclarés irrecevables (2020→2024) et la baisse de 10 points du taux d'accord sur la même période. Pour le groupe, ces évolutions interrogent la lisibilité des démarches et l'équité des réponses.

Des situations de terrain qui interrogent

Les élus relaient des retours de professionnels : des enfants aux besoins similaires recevraient des droits différents, et des diminutions d'accompagnement AESH seraient observées alors que les besoins restent constants. Le groupe questionne le risque d'une standardisation des réponses liée à la pression des délais.

Proximité, accompagnement humain, et conditions de travail

Finistère & Solidaires souligne l'intérêt des démarches de modernisation (enregistrement en ligne des dossiers) mais demande de renforcer dès maintenant la proximité : permanences dans les CDAS et les Maisons France Services, sans attendre l'ouverture annoncée d'une antenne à l'Arkéa Park. Le groupe propose aussi de renforcer l'accompagnement humain au remplissage

des dossiers en amont, notamment sur le "projet de vie". Enfin, il alerte sur la situation des agents : sens du travail, pression, charge, et nécessité de garantir le bien-être au travail.



“

Deux indicateurs nous alertent particulièrement : l'augmentation du nombre de dossiers irrecevables, de 317 en 2020 à 1 483 en 2024 — une multiplication par 4,7 en quatre ans — et la chute du taux d'accord, de 84,5 % en 2020 à 75 % en 2024. Derrière ces chiffres, ce sont des familles découragées, des démarches à recommencer....



Isabelle MAUGEAIS
Conseillère départementale
Canton de Pont-de-Buis
Finistère & Solidaires

COMMISSION DE L'ACTION SOCIALE

AESH, des métiers indispensables, exercés dans la précarité

Ismaël Dupont s'appuie sur son expérience au collège Pierre Mendès France (Morlaix) pour rappeler le rôle central des AESH dans l'inclusion scolaire : accompagner des élèves en situation de handicap, sécuriser les apprentissages, favoriser l'autonomie, maintenir le lien entre l'école et les familles, et faire tenir au quotidien la coopération avec enseignants, vie scolaire et direction.

Une réalité salariale indigne malgré un engagement massif

L'intervention insiste sur des salaires très faibles pour des temps incomplets, rendant les fins de mois difficiles — notamment pour les familles monoparentales — dans une profession majoritairement féminine. Malgré cela, l'élu souligne la stabilité et l'investissement des professionnels, portés par le sens du métier, l'implication humaine, l'auto-formation et la recherche d'outils pédagogiques.

Une hausse continue des besoins et des situations d'attente

Il décrit une explosion des besoins d'accompagnement, liée à une meilleure détection et à des évaluations plus systématiques. Il alerte sur les conséquences concrètes : des élèves scolarisés sans accompagnement effectif ou avec un accompagnement insuffisant, et des familles laissées dans l'incertitude.

Finistère : progression forte de la scolarisation en milieu ordinaire

L'intervention met en avant la hausse marquée du nombre d'élèves en situation de handicap scolarisés dans les établissements du Finistère. Cette dynamique renforce l'urgence d'un accompagnement à la hauteur : effectifs, conditions de travail, formation et reconnaissance.

Un professionnalisme de terrain sous forte pression

Ismaël Dupont décrit la réalité du métier : disponibilité, écoute, diplomatie, adaptabilité, capacité à intervenir auprès de plusieurs élèves (souvent 3 à 4, parfois davantage) et parfois sur plusieurs établissements. L'enjeu est constant : accompagner sans faire à la place, soutenir l'autonomie sans stigmatiser, respecter les notifications tout en gérant les contraintes.

Rejet de la fonctionnarisation : une décision jugée incompréhensible

L'élu dénonce le refus de la droite sénatoriale d'améliorer le statut des AESH via une intégration dans la fonction publique et une rémunération mieux alignée sur un temps plein. Nous réaffirmons que maintenir ces professionnels dans la précarité est incompatible avec l'ambition d'une école inclusive.

PIAL et mobilité imposée : une dégradation des conditions d'exercice

Il alerte sur les affectations éclatées (plusieurs établissements, changements en cours d'année, éloignement géographique), qui fragilisent la stabilité des équipes, la qualité de l'accompagnement et l'organisation personnelle — en particulier au regard des faibles rémunérations.

Conclusion : reconnaissance, statut, formation, rémunération

Ismaël Dupont conclut sur une exigence claire : l'école inclusive ne peut pas reposer durablement sur la précarité. Les qualifications, la pénibilité, l'expérience et l'utilité sociale des AESH doivent être reconnues à leur juste mesure.

BUDGET 2026 - DÉBAT D'ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES

BUDGET

Intervention : Julien Poupon

Un contexte instable et un Département exposé

Julien Poupon alerte sur un environnement national et international incertain. Il critique un budget de l'État voté « dans la douleur » et annonce des impacts pour les collectivités : baisse de cofinancements, prélèvements indirects et surtout ressources moins prévisibles. Il pointe la réforme du transfert de TVA (ressource majeure des Départements) et réaffirme le désengagement de l'État, qui transfère des compétences sans moyens suffisants (RSA, APA, PCH, protection de l'enfance).

Une "bonne santé" financière liée à la conjoncture, pas à une stratégie

Si le Département présente de bons équilibres en 2026, c'est avant tout grâce à une conjoncture favorable (droits de mutation / marché immobilier) et non à une gestion exceptionnelle. Il tourne en dérision certaines "économies" mises en avant (mesures ponctuelles, abandons de projets comptés comme économies, postes jugés anecdotiques) et souligne le décalage entre recettes dynamiques et communication politique.

Dettes et marges de manœuvre : une situation favorable... héritée et conjoncturelle

Il reconnaît une dette maîtrisée, mais l'explique par une trésorerie confortable, une décrue engagée depuis plusieurs années et surtout la hausse des recettes immobilières. Il conteste l'attribution politique des "bons résultats" et accuse la majorité de réécrire l'historique pour minimiser l'effet de conjoncture et le différentiel avec l'équipe précédente.

Solidarités : hausse mécanique, mais recul de la prévention

Julien Poupon conteste l'argument d'un "investissement massif" dans le social : la hausse tient largement à des mécanismes subis (inflation, revalorisation du RSA, Ségur, avenants), donc à des décisions nationales. Il reproche surtout un

choix politique : couper la prévention, affaiblir les associations, réduire les soutiens aux structures qui maintiennent le tissu social, ce qui conduira à dépenser davantage "en réparation" demain.

RSA : baisse des allocataires, mais question sur la réalité sociale

Il critique la mise en avant de la baisse du nombre d'allocataires du RSA : il demande si les sorties correspondent à de vraies sorties de pauvreté ou à des sorties administratives. Il rejette une logique de "totem" chiffré et appelle à juger la politique sur la dignité des parcours d'insertion et la lutte contre la précarité.

Un discours politique jugé contradictoire

L'élu accuse l'exécutif de tenir deux récits : autosatisfaction médiatique sur la santé financière, tout en invoquant depuis des années une "tempête budgétaire" pour justifier les coupes. Il rappelle une série de baisses et suppressions de soutiens (culture, associations, jeunesse, missions locales, dispositifs parent/enfant...) et conclut : la santé d'une collectivité se mesure aussi à la vitalité de ses politiques publiques.



Vous faites l'inverse de ce que devrait faire un Département : vous supprimez la prévention, vous affaiblissez les associations, vous tarissez les soutiens aux structures qui tiennent le tissu social debout.

Les partenaires apprécieront tous et se réjouiront de lire « la pleine santé financière » de notre collectivité en 2026, puisque vous leur aviez promis « d'envisager de nouveau des soutiens dans les années à venir en fonction de la situation financière du Département ».

Julien Poupon
Conseiller départemental
Canton de Pont-de-Buis
Finistère & Solidaires

BUDGET 2026 - DÉBAT D'ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES

FSE

Intervention : Frédérique BONNARD

FSE+ : garder la décision au plus près du terrain

Ce qui se prépare en Europe

Dans les négociations budgétaires européennes 2028-2034, se profile une recentralisation au niveau des États des fonds aujourd'hui gérés dans les territoires. Présenté comme une "simplification", ce choix réduirait, selon le groupe Finistère & Solidaires, l'efficacité des politiques sociales.

Pourquoi le FSE+ compte pour le Finistère

Le FSE+ finance l'insertion et la lutte contre la pauvreté. Le Département en est un acteur direct :

- 13,8 M€ sur 2022-2027 (subvention globale),
- en 2026 : 2,3 M€ de dépenses et 3,1 M€ de recettes inscrites au budget.
- le FSE+ cofinance concrètement la politique départementale d'insertion, grâce à une ingénierie de proximité et des partenariats locaux.

La preuve par le terrain : DEFIS Emploi

Frédérique Bonnard cite DEFIS Emploi (Pays de Brest) : accompagnement de milliers de personnes, résultats en contrats de travail, et un coût moyen de 572 € par bénéficiaire. C'est bien la gestion territorialisée qui permet d'être réactif, de toucher des publics éloignés de l'emploi et d'adapter l'action aux réalités locales.

Ce que ferait perdre une recentralisation

Supprimer/affaiblir les organismes intermédiaires, ce n'est pas "simplifier" : c'est perdre une ingénierie éprouvée, éloigner la décision du terrain, compliquer l'accès aux financements pour les structures fragiles et diminuer l'efficacité de la dépense publique.

La question posée au Président

Frédérique Bonnard demande une position claire :

le Département défendra-t-il le maintien des organismes intermédiaires et une place pleine pour le Finistère dans la gouvernance du FSE+, ou acceptera-t-il un rôle réduit d'exécutant ?

BUDGET VERT

Intervention Sandrine MANUSSET

Remettre la transition écologique au centre

Sandrine Manusset ouvre son intervention par un constat : dans un contexte international où les logiques de court terme reprennent le dessus, il faut réaffirmer la place d'un budget vert comme outil de pilotage pour orienter les dépenses publiques vers des objectifs climatiques et environnementaux.

Un budget vert à 11 %, mais au périmètre trop restreint

Le budget vert est évalué à près de 11 % des dépenses, mais nous critiquons critiquons le choix d'un périmètre limité à la rénovation des collèges et à l'extension du réseau routier incluant des pistes cyclables.

Élargir l'ambition : résilience, santé, cadre de vie

Elle propose d'élargir le périmètre pour répondre aux défis à venir et renforcer la résilience et la durabilité du territoire. Elle insiste sur les bénéfices : limiter le dérèglement climatique, réduire les impacts humains et économiques, améliorer la santé publique et le cadre de vie via la baisse de la pollution.

Un choix rationnel et stratégique

La transition écologique relève aussi d'une rationalité économique (l'inaction coûte plus cher) et d'un choix de souveraineté et de modèle de développement, pour une économie plus résiliente à long terme.

IA et budget vert : utile, à condition de ne pas dépolitiser l'outil

l'IA peut aider à analyser, classer et suivre les dépenses, mais ne doit pas transformer le budget vert en exercice technocratique. L'objectif reste la compréhension partagée, l'appropriation des arbitrages et la responsabilisation. Utilisée avec maîtrise, l'IA peut améliorer la lisibilité et la portée stratégique.

BUDGET 2026 - ACTION SOCIALE

LA SANTÉ

Interventions : Kévin FAURE, Nathalie SARRABEZOLLES, David LE GOFF

Accès aux soins : une urgence qui fragilise la cohésion du Finistère

À l'occasion du Budget Primitif 2026, Kévin Faure alerte : l'accès aux soins se dégrade et touche désormais directement la cohésion territoriale et sociale du Finistère. Il appelle à "regarder la réalité en face" et estime que certains constats institutionnels minimisent la situation vécue par les habitants.

Un phénomène généralisé et durable

La désertification médicale n'est plus cantonnée à quelques zones : elle concerne les territoires ruraux, littoraux et des quartiers urbains, et s'installe dans la durée, en médecine générale comme dans plusieurs spécialités. Kévin Faure cite les données de l'ARS Bretagne : 30 % des Finistériens, soit près d'un habitant sur trois, vivent dans un désert médical, répartis sur 103 communes.

Des conséquences humaines et sociales immédiates

Derrière ces chiffres, il décrit une réalité quotidienne : perte de médecin traitant, délais incompatibles avec la prévention, renoncements aux soins, report vers les urgences, et au final aggravation des inégalités sociales et territoriales de santé. Il affirme que cette situation devient un facteur de "déclassement territorial".

Le Département doit changer d'échelle

Kévin Faure rappelle que le Département, "chef de file des solidarités", ne peut pas rester spectateur. Les politiques de prévention, de protection de l'enfance, d'autonomie et de médico-social reposent sur une condition préalable : l'existence d'un accès effectif aux soins de premier recours. Il ajoute que la santé conditionne aussi l'attractivité : installation des familles, attractivité résidentielle et économique.

Proposition : un Centre départemental de santé

Il propose une solution structurante : créer un Centre départemental de santé organisé en

antennes territoriales, construit avec les EPCI et l'ARS, pour mailler le territoire au plus près des besoins, territoire par territoire et discipline par discipline. Il met en avant le salariat médical (médecins agents de la fonction publique hospitalière) : salaire fixe, sécurité, travail en équipe, moins de gestion et meilleure articulation avec la prévention.

Financement, efficacité et complémentarité avec le libéral

La question centrale est le coût de l'inaction : urgences saturées, hospitalisations évitables, ruptures de parcours, aggravation des pathologies, et toutes leurs conséquences sociales. Il explique : le Centre ne concurrence pas la médecine libérale ; il intervient là où l'offre est absente ou insuffisante et vise à compléter, coordonner et stabiliser l'existant.

Mettre fin au morcellement : une stratégie départementale lisible

Finistère & Solidaires déplore une réponse trop fragmentée (médicibus, centres intercommunaux/associatifs, maisons de santé), utile mais localisée, fragile et peu coordonnée. "Faire confiance aux maires", selon lui, doit aussi signifier leur donner un outil structurant à l'échelle qu'ils ne peuvent porter seuls : le Département.

“

Près d'un Finistérien sur trois vit aujourd'hui dans un désert médical : 30 % de la population, dans 103 communes, selon l'ARS Bretagne. Derrière ces chiffres, il y a des renoncements aux soins, des délais incompatibles avec la prévention, et un report massif vers les urgences.



Kévin FAURE
Conseiller départemental
Président du groupe
Finistère & Solidaires

BUDGET 2026 - ACTION SOCIALE

Santé des enfants protégés : une priorité et des inégalités criantes

Nathalie Sarrabezolles rappelle que la santé des mineur·e·s confié·e·s à l'ASE doit être une priorité absolue. Elle décrit des inégalités fortes : retards de diagnostics et de soins, ruptures de suivi, troubles psychiques et neurodéveloppementaux sous-détectés, renoncements aux soins liés aux délais, aux démarches, au coût et aux difficultés de transport.

“Santé protégée” : questions sur le choix et sa pertinence pour le Finistère

Elle revient sur la volonté de l'exécutif d'intégrer le dispositif Santé protégée, annoncé lors de l'Observatoire départemental de la protection de l'enfance. Nathalie demande quelles réflexions et quels échanges ont conduit à ce choix : partenaires consultés (ARS, associations, collectivités, ODPE, professionnels), adéquation aux réalités finistériennes et niveau de réponse attendu.

Un dispositif intéressant mais des limites et une inquiétude sur la pérennité

Tout en reconnaissant l'intérêt de l'expérimentation, Nathalie Sarrabezolles souligne des limites déjà identifiées : coordination fragile, lourdeurs administratives pour les professionnel·le·s, défis de gouvernance. Elle alerte surtout sur le manque de visibilité de l'engagement de l'État à moyen/long terme (financement, calendrier, trajectoire), ce qui interroge la soutenabilité. Elle pointe aussi des délais de soins persistants et l'absence de travail structuré sur le lien parental, pourtant déterminant pour la santé de l'enfant.

Explorer des alternatives : approche globale, solutions ancrées localement

L'élu propose d'examiner un autre modèle jugé plus adaptés :

- une approche globale type Dr Céline Gréco, centrée sur l'enfant et sa famille (parcours complet, implication parentale renforcée) ;
- une maison départementale de la santé, pour centraliser, coordonner, intégrer l'accompagnement social, s'adapter aux

réalités territoriales et renforcer le repérage précoce avec l'école et la protection de l'enfance.

Construire “en Finistère” une solution collective, efficace et durable

Elle met en garde contre un engagement isolé dans un dispositif national lourd qui ferait passer à côté de solutions déjà efficaces ou plus pertinentes localement. Elle appelle à mobiliser les forces du territoire et à partager les éléments qui ont guidé le choix, ainsi que les suites envisagées.

Mal-être des jeunes : la prévention doit redevenir une priorité

David Le Goff alerte sur la montée du mal-être chez une partie de la jeunesse (décrochage, difficultés psychologiques) et estime que la situation financière du Département permet d'investir davantage dans la prévention, pour limiter aussi la reproduction des inégalités à l'école.

Proposition : prolonger l'esprit de la PMI jusqu'à la fin du collège

Il propose d'étendre l'action de la PMI jusqu'au collège, afin d'éviter le “trou” de prévention après 6 ans et de mieux détecter et prévenir les troubles à des âges clés.

Débloquer le cadre : demander une expérimentation

Anticipant les limites juridiques, l'élu propose que le Département demande à expérimenter une compétence renforcée en santé scolaire, pour garantir un suivi sanitaire tout au long de la scolarité, en articulation avec l'Éducation nationale et les services sociaux.

Prévenir aujourd'hui pour éviter de réparer demain

Notre fil rouge : **un suivi continu éviterait des drames humains et des coûts plus lourds ensuite. Investir dans la jeunesse, c'est protéger le présent... et le budget futur.**

BUDGET 2026 - ACTION SOCIALE

ORIENTATION ET INSERTION DES JEUNES MAJEURS

Interventions : Nathalie SARRABEZOLLES, Joëlle HUON

Une orientation des MNA et jeunes majeurs pensée comme une opportunité, pas comme une contrainte

Nathalie Sarrabezolles défend une ligne claire : l'orientation des jeunes (MNA et jeunes majeurs accompagnés) doit permettre l'émancipation et la construction d'un projet, pas répondre à une logique de quotas. Elle présente l'enjeu comme double : avenir des jeunes et capacité du Finistère à renforcer ses compétences dans la durée.

Un pilotage par objectifs chiffrés réducteur

Elle relève dans le budget un objectif très cadré : atteindre 80 % d'orientation vers l'apprentissage ou des filières de professionnalisation, et augmenter l'insertion professionnelle. L'élu·e met en garde contre une politique résumée à des pourcentages : manque d'objectifs qualitatifs, absence de vision sur la stabilité, l'épanouissement et le suivi post-insertion.

Les "sorties rapides" ne garantissent ni réussite ni stabilité

Orienter massivement vers des filières courtes peut produire des résultats immédiats mais fragiliser les jeunes à moyen terme : décrochage, démotivation, précarité, reconversions, impacts sur la santé. Elle insiste : une insertion réussie ne se mesure pas au contrat signé, mais à sa pérennité et aux perspectives qu'il ouvre.

MNA : un "choix" souvent sous contrainte

Le groupe rappelle que l'orientation vers la formation professionnelle peut être fortement conditionnée par des contraintes administratives liées au passage à la majorité. Elle alerte aussi sur les effets de stéréotypes, d'information incomplète et d'auto-censure qui limitent l'accès à des parcours plus ambitieux, y compris dans des secteurs où le territoire manque de main-d'œuvre qualifiée.

Une autre méthode proposée : individualiser, informer, sécuriser

Elle appelle à une politique fondée sur des parcours individualisés et un accompagnement réel : information sur toutes les filières, soutien financier et pédagogique pour celles et ceux qui visent des études plus longues, participation des jeunes aux décisions... En permettant d'accompagner au mieux les jeunes dans leurs choix, on garantit une meilleure mixité sociale, pilier d'une société apaisée.

Baisse du RSA : une lecture à remettre en perspective

Joëlle Huon rappelle que la baisse du nombre d'allocataires du RSA mise en avant dans le budget s'explique en grande partie par l'évolution des pratiques de suivi et de contrôle des situations individuelles — un point déjà débattu en séance.

Des marges financières qui exigent un choix politique

Cette baisse dégage des moyens : pour le groupe, ils appellent une décision claire sur leur réaffectation. Les élu·e·s rappellent l'engagement annoncé par l'exécutif : les économies réalisées sur une politique publique doivent être réinvesties à l'euro près dans la même compétence. Ici, l'enjeu est l'insertion, avec une réponse fondée sur les réalités sociales du Finistère, pas sur une logique comptable.

Missions locales : en première ligne, sous tension

Finistère & Solidaires alerte sur la situation des missions locales, confrontées à des besoins qui s'alourdissent (précarité, santé mentale, ruptures familiales, logement, mobilité, accès aux droits) et à des accompagnements plus longs et plus fragiles. Le groupe souligne aussi les contraintes budgétaires et la pression sur les équipes, et cite une baisse de 200 000 € sur 2023-2024 de la part du Département. Nous appelons à augmenter le soutien à l'insertion des jeunes, à la hauteur de leurs besoins.

BUDGET 2026 - ACTION SOCIALE

Prévention : un investissement, pas une dépense

Les missions locales sont un outil central de prévention : décrochage social et professionnel, entrée dans le RSA, isolement et précarité durable. Le groupe rappelle leurs actions concrètes (emploi/formation, droits, mobilité, santé, logement, autonomie) et demande d'agir avec ambition et bon sens budgétaire.

Demande formulée

Le groupe Finistère & Solidaires demande que les sommes dégagées soient sanctuarisées et réaffectées au financement des missions locales, ainsi qu'au soutien d'actions de prévention en direction des jeunes du Finistère et à la lutte contre le non-recours aux droits.

VIOLENCES INTRAFAMILIALES

Intervention : Gaëlle ZANEGUY

Gaëlle Zaneguy rappelle que les violences intrafamiliales restent massives et multiformes (physiques, psychologiques, sexuelles, économiques). Si des outils de protection et de prévention existent (dispositifs d'alerte, actions de sensibilisation, renforcement de l'accompagnement), le groupe insiste sur un besoin constant : multiplier les leviers de prévention visibles, accessibles et repérables par toutes et tous.

Les bancs rouges : un symbole qui agit aussi comme repère

L'élue met en avant les bancs rouges comme un outil simple de visibilité : un symbole public qui rend hommage aux victimes et peut servir de signal pour encourager la parole, orienter et rappeler l'existence de ressources d'aide, via une signalétique et des informations associées.

Une dynamique locale à soutenir

Le groupe souligne l'engagement d'acteurs finistériens, notamment l'association « Chris à vif » (basée à Guilers), qui porte et diffuse l'initiative auprès des intercommunalités, avec une mobilisation déjà engagée dans le Nord Finistère.

Demande formulée

Finistère & Solidaires propose que le Département soutienne et encourage la pose de bancs rouges partout dans le Finistère, pour amplifier la prévention à coût limité et donner plus de visibilité à la lutte contre les violences, en s'appuyant sur les acteurs de terrain.



Gaëlle ZANEGUY
Conseillère départementale
Élue du canton de Morlaix
Finistère & Solidaires

“

La prévention, ce n'est pas seulement des dispositifs : c'est aussi rendre la lutte visible, partout, dans l'espace public. Soutenir les bancs rouges dans tout le Finistère, c'est installer un repère simple, qui peut aider à libérer la parole et éviter des drames.

BUDGET 2026 - ÉCONOMIE & AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

OBSERVATION : ARRÊT DE FINANCEMENT ADEUPa

Intervention : Frédérique BONNARD

ADEUPa : un arrêt de financement qui affaiblit l'anticipation

Le groupe Finistère & Solidaires, par la voix de l'élu(e), interpelle l'exécutif sur l'arrêt du financement départemental de l'Observatoire de la vie collégienne porté par l'ADEUPa. Pour le groupe, derrière un sujet présenté comme technique, il s'agit d'un choix politique : quelle place donner à l'observation et à la prospective pour décider juste et investir utile ?

Un outil de pilotage concret pour les collèges

Finistère & Solidaires rappelle que cet observatoire permettait de croiser données démographiques, évolutions de l'habitat et trajectoires résidentielles, avec une lecture essentielle pour anticiper les effectifs, ajuster les sectorisations et programmer les investissements. L'outil GéoClic était présenté comme un support opérationnel : visualisation des provenances/destinations des élèves, dialogue avec les équipes éducatives et les territoires.

Ce que le Département risque de perdre

Le groupe met en avant une perte double :

- une mémoire et des tableaux de bord construits sur plus d'une décennie, permettant des projections fines ;
- une capacité de dialogue territorial associant Département, communes, intercommunalités et Éducation nationale, utile dans les arbitrages sensibles (sectorisation, nouveaux équipements).

Une décision contestée au nom de l'efficience

Finistère & Solidaires souligne que la mutualisation avec d'autres observatoires permettait, selon l'élu(e), de limiter les coûts tout en améliorant la qualité des analyses. Le

groupe questionne la cohérence d'un abandon qui pourrait conduire à recourir à des prestations moins qualitatives et plus coûteuses, et y voit le risque d'un affaiblissement de l'ingénierie partagée au service des territoires.

Question posée à l'exécutif

Frédérique Bonnard et les élus Finistère & Solidaires se questionnent : quelle est la stratégie du Département pour anticiper l'évolution du patrimoine des collèges et garantir un parcours scolaire cohérent, si l'on se prive d'outils de prospective et de coordination territoriale ?

“

L'observation n'est pas un luxe technique : c'est un outil politique de décision. Si l'on coupe l'Observatoire de la vie collégienne, on perd une mémoire, une finesse d'analyse et une capacité d'anticipation qui permettent d'investir au bon endroit, au bon moment, et d'éviter des erreurs coûteuses.

Frédérique BONNARD
Conseillère départementale
Elue du canton Brest-5
Finistère & Solidaires



BUDGET 2026 - CADRE DE VIE

FRELONS ASIATIQUES Intervention : Pauline DOGUÉ

Un signal d'alerte sur l'état du vivant

Pauline Dogué replace le sujet dans un contexte plus large : le déclin des insectes, symptôme d'écosystèmes fragilisés et menace pour l'agriculture via la pollinisation. Elle rappelle les causes identifiées : pesticides, destruction des milieux (haies, talus...), urbanisation, dérèglement climatique... et espèces invasives.

Frelon à pattes jaunes : de la nuisance au risque durable

Elle alerte sur l'accélération de la progression du frelon à pattes jaunes en Bretagne et dans le Finistère, avec des impacts cumulatifs : pression sur les pollinisateurs (abeilles domestiques et sauvages), pertes pour la filière apicole, inquiétudes pour certaines productions (arboriculture) et exposition croissante des habitants. Son message : il faut revoir l'appréciation du risque, car le phénomène s'installe dans la durée.

Une organisation existe, mais trop de bénévolat, pas assez de moyens

Elle souligne l'existence d'un réseau d'acteurs (GDSA 29, FDGDON 29, FREDON Bretagne, GDS Bretagne, services de l'État, collectivités) et d'un plan national, mais estime que la lutte repose encore largement sur l'engagement associatif.

Notre demande au Conseil départemental du Finistère

S'inspirer d'exemples d'autres Départements (Conseil départemental de la Somme, Conseil départemental d'Ille-et-Vilaine), clarifier le rôle du Département, s'engager financièrement et construire une réponse lisible : animation, piégeage de printemps, destruction des nids, diffusion des méthodes de protection des ruchers, en concertation avec les acteurs de terrain.

LES PUFFS Intervention : Gaëlle ZANEGUY

Puffs : un accès trop facile, un risque de dépendance précoce

Gaëlle Zaneguy alerte sur la banalisation des puffs (cigarettes électroniques jetables) et leur accessibilité autour des collèges/lycées et via des circuits informels ou en ligne. Pour le groupe, l'enjeu relève de la prévention : il s'agit de protéger des mineurs face à des produits conçus pour attirer et fidéliser.

Un phénomène qui installe des réseaux autour des établissements

Les élus pointent un signal préoccupant : des collégiens très jeunes (13-14 ans) passent par des réseaux parallèles, ce qui expose à d'autres consommations et à des risques de bascule. Le groupe souligne le courage de certains chefs d'établissement qui ont déjà alerté les familles, mais estime que la réponse ne peut pas reposer uniquement sur l'Éducation nationale, les équipes pédagogiques ou les parents.

Ce que le Département peut faire, par responsabilité

Finistère & Solidaires demande une action coordonnée avec l'Éducation nationale, pour garantir le même niveau d'information et de protection sur tout le territoire, et redonner des moyens d'intervention aux structures de prévention (notamment les PAEJ) afin de pérenniser des actions dans les collèges.



BUDGET 2026 - CADRE DE VIE

LOGEMENT

Intervention : Armelle HURUGUEN

Une crise durable, un droit fondamental

Armelle Huruguen alerte : la crise du logement s'installe et touche l'emploi, la mobilité, la santé et la dignité. Le logement est un droit, et les premières victimes sont les ménages modestes et les jeunes, qui renoncent parfois à un emploi ou à des études faute de solution.

Depuis 2017, pas de stratégie d'ensemble

Elle dénonce des réponses dispersées, "des rustines", pendant que la construction neuve s'effondre et que le mal-logement progresse.

Trois présupposés qui enferment l'action publique

L'élu pointe : l'argument démographique ("inutile de construire"), la logique financière (construire là où ça rapporte) et l'idéologie du marché (qui arbitre toujours pour les plus riches). Elle rappelle que la rénovation de l'existant est aussi un impératif écologique.

Finistère : spéculation, littoralisation, déclassement

Elle affirme que le Finistère n'est pas un sanctuaire : prix qui montent, pression des résidences secondaires, rareté foncière dans certaines zones, spéculation qui fragilise la vie locale et exclut les habitants. La gentrification avance derrière les mots "attractivité" et "revitalisation".

Ne pas laisser les maires seuls, agir avec méthode

Finistère & Solidaires appelle à mettre ces transformations sur la table, à anticiper leurs impacts, à apprendre d'autres départements et à soutenir les maires en recensant et partageant les solutions. Cap final : un Finistère vivant et accessible, pas un territoire réservé à celles et ceux qui peuvent payer le plus cher.

ENCLOS PAROISSIAUX

Intervention : Gaëlle ZANEGUY

Enclos paroissiaux : une ambition, des moyens à clarifier

Gaëlle Zaneguy revient sur la candidature des enclos paroissiaux du Finistère au patrimoine mondial de l'UNESCO, engagée par l'exécutif en février 2022. Le groupe rappelle l'intérêt patrimonial de ces ensembles et recentre le débat sur un point concret : les engagements financiers associés à la démarche.

Contrats d'engagements réciproques : où en est-on ?

Début 2025, des concertations ont été engagées avec les communes pour signer des Contrats d'Engagements Réciproques. Finistère & Solidaires demande où en est la signature de ces contrats et quels montants sont aujourd'hui effectivement engagés.

Pacte Finistère : quelle réponse budgétaire ?

Le groupe interroge la capacité du Pacte Finistère à couvrir les dépenses liées à la candidature : le Pacte financera-t-il les besoins ? Si oui, par quelle méthode et avec quel abondement des enveloppes ?



Le Finistère n'est pas un sanctuaire. Nous voyons émerger des territoires à forte valeur résidentielle mais à faible valeur spéculative et d'autres où la spéculation flambe pendant que la vie locale se fragilise.

Armelle HURUGUEN
Conseillère départementale
Élu du canton Quimper-2
Finistère & Solidaires

BUDGET 2026 - MOYENS GÉNÉRAUX

SPASER

Intervention : Pierre LE GOFF

SPASER : outil utile ou document de plus ?

Pierre Le Goff évoque le SPASER et rappelle qu'il en existe quatre dans le Finistère (Brest, Quimper, Ifremer et le Département). Certains y voient un schéma imposé ou un outil de communication, mais il peut aussi servir de guide pour acheter mieux, plus durable et plus local.

Beaucoup d'intentions affichées par le Département

Après lecture du SPASER départemental, l'élu note un document ambitieux (inclusion des TPE/PME, soutien à l'économie finistérienne, RSE, collectivité "agile"), structuré sur 45 pages et 15 fiches actions.

Le point de blocage : pas de résultats, pas d'indicateurs chiffrés

Il estime qu'on reste au stade des intentions, avec des actions souvent obligatoires ou de bon sens. Il critique surtout des indicateurs présentés sous forme de flèches ("+", "-", cible) sans données et questionne : quand aurons-nous des chiffres, montants et pourcentages (part des entreprises finistériennes dans les achats, évolution des GES, etc.) ?

Acheter plus local pour soutenir l'emploi et les entreprises

Il insiste sur la nécessité d'acheter davantage local : plus durable dans la plupart des cas et pour un soutien de l'activité et de l'emploi sur le territoire.

Un cap ambitieux, mais crédible, et une comparaison avec la Région

Il ne vise pas le "100% finistérien", qu'il juge démagogique, mais avance qu'un objectif autour de 90% serait déjà très élevé. Il compare avec la Région, qui afficherait 75% d'achats en Bretagne avec des chiffres clairs, et dit attendre une prochaine mouture du SPASER départemental plus lisible et démontrable.

RH

Intervention : Claude JAFFRÉ

L'inquiétude face à l'enchaînement des réorganisations

Claude Jaffré revient sur la question de l'évolution des effectifs et des réorganisations devient centrale. Présent dans plusieurs instances RH, il observe la succession de projets de réorganisation et reste interrogatif sur leur nombre et leur cohérence.

Des réorganisations justifiées ?

Il précise ne pas être opposé par principe aux réorganisations, lorsqu'elles répondent à des évolutions réglementaires, des métiers ou des besoins de service

Des suppressions de postes qui inquiètent

Claude Jaffré souligne que le tableau des effectifs présente une augmentation globale, notamment au regard de l'ambition affichée sur la MDPH (rapidité de traitement). Mais il dénonce en parallèle des décisions de suppression de postes, en particulier à la Bibliothèque départementale, générant inquiétude et restrictions d'actions (rencontres, animations, supports) avec les médiathèques communales.

Culture : "variable d'ajustement" inacceptable

Il s'est opposé à ces suppressions et refuse que les personnels et les moyens culturels servent de variable d'ajustement. Le groupe ne cautionne pas une diminution des moyens dédiés à la culture, qu'il présente comme un levier essentiel de lien social et de lutte contre l'isolement.

Claude Jaffré interroge l'exécutif sur la réorganisation à venir des opérateurs culturels. Il réclame une clarification : quelle vision RH d'ici la fin du mandat, et quelles garanties pour rassurer les agents ?



Vote CONTRE

de Finistère et Solidaires

Vote contre le budget 2026

ANNEXE 1



Quimper, le 23 janvier 2026

Séance plénière du 5 février 2026

Question écrite

Monsieur le Président,

Je vous remercie de bien vouloir nous transmettre le nombre de places d'accompagnement dédiées aux mineurs accompagnés par l'Aide Sociale à l'Enfance (mesures administratives et judiciaires) au 31 décembre 2025, en les détaillant par type de services, établissements et accueil familial.
Concernant l'accueil familial, je vous remercie de bien vouloir nous préciser le nombre de familles d'accueil, le nombre d'agrément ainsi que le nombre de jeunes accueillis. Combien d'agréments ont-ils été retirés en 2025?

Nous aimerais connaître le nombre de jeunes en attente de placement, avec le détail par tranches d'âge.

Enfin, nous souhaitons connaître le nombre de mineurs confiés à d'autres départements et accueillis dans le Finistère.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, à l'assurance de ma considération distinguée.

Céline LE TENDRE
Conseillère départementale du canton de Concarneau

ANNEXE 2



Quimper, le 23 janvier 2026

Séance plénière du 5 février 2026

Question écrite

Monsieur le Président,

A ce jour, notre courrier du 1er décembre dernier relatif au soutien à la réserve naturelle de la Presqu'île de Crozon est resté sans réponse. Nous vous remercions de bien vouloir nous transmettre la réponse à cette demande.

Nous vous prions de croire, Monsieur le Président, à l'assurance de notre considération distinguée.

Isabelle Maugeais et Julien Poupon
Conseillers départementaux du canton de Pont-de-Buis

 



DOSSIER DE PRESSE

SÉANCE PLÉNIÈRE
05.02.2026

CONTACT PRESSE :

Julie FRADIN-FAISANT
Groupe Finistère & Solidaires
julie.fradin-faisant@finistere.fr

